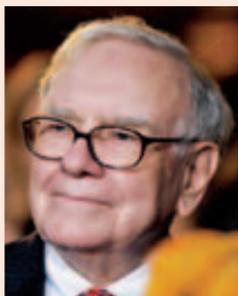


# économie

+ SCIENCES & SANTÉ + SPORTS



**Le milliardaire américain** Warren Buffett, gérant du fonds d'investissement Berkshire Hathaway, a déclaré mardi que « l'économie américaine s'améliorait mois après mois » et que le désastre japonais « n'allait pas arrêter la croissance mondiale ». © AFP

## MÉDIAS

**BNP Paribas, Citroën, Axa... de plus en plus de marques utilisent les codes QR. P.24**

## CONSOMMATION

**Hausse des prix : les grandes marques se défendent. P.26**

## Finances

**Triodos exclut Dexia, impliquée en Israël**

La banque Triodos, spécialisée dans les placements socialement responsables, a décidé d'exclure Dexia de son univers d'investissement durable « en raison de son implication en Israël » et de la poursuite, par Dexia Israel Bank (DIB), la filiale du groupe bancaire franco-belge, du « financement des colonies israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés ».

Le groupe Dexia est présent en Israël depuis le rachat, en 2001, d'une banque locale spécialisée dans le financement des collectivités, qu'elle a rebaptisée Dexia Israel Bank. Dans le passé, DIB avait financé des colonies israéliennes. Cela avait fait grand bruit – et une mauvaise publicité pour la banque, qui, en juin 2008, avait décidé de ne plus accorder de nouveaux prêts.

Mais DIB finance toujours la municipalité de Jérusalem. Inacceptable, selon Triodos, qui juge que « ces prêts accordés sont potentiellement utilisés pour financer des violations des droits de l'homme à l'encontre des Palestiniens de Jérusalem-Est », mais et n'a pas réussi à convaincre Dexia de cesser ses activités de financement de la municipalité.

### Dexia se défend

« DIB n'a plus accordé de nouveaux crédits aux colonies depuis juin 2008 », confirmait hier soir la porte-parole de Dexia, précisant que la filiale israélienne avait très fortement réduit l'encours des prêts aux colonies israéliennes, qui atteignait, en janvier, 0,28 % des encours totaux, contre 4,26 % en 2001. À l'inverse, ajoutait-elle, l'encours des prêts aux municipalités arabes a augmenté, pour atteindre « 106,8 millions d'euros, soit environ 10 % de l'encours total de DIB ».

S'agissant de Jérusalem, Dexia se défend de financer la violation des droits de l'homme. Certes, DIB « contribue au budget de fonctionnement de la communauté urbaine », mais elle « ne finance aucun projet d'investissement ». Mais l'argument, visiblement, n'a pas convaincu Triodos. ■

D.B.



© PIERRE-VES THIENPONT

**Idées /** Selon l'essayiste belge Paul Jorion, le capitalisme est à l'agonie

# « L'économie mondiale approche d'un autre 1789 »

## L'ESSENTIEL

- Après avoir été un des premiers à démonter la machine infernale des subprime, le Belge Paul Jorion juge que le capitalisme agonise...
- Le cœur de la finance a fondu, dit-il.
- Et il n'est pas nécessaire de manifester dans la rue : la révolte peut prendre des formes plus modernes, via les réseaux sociaux.

## ENTRETIEN

Le Belge Paul Jorion, celui-là qui avait démonté la mécanique des subprime avant la crise, a publié cette semaine un nouvel ouvrage incisif (1). Son constat est dur : le capitalisme est une dysfonction économique. Les capitalistes apportent des capitaux là où on en a besoin mais demande en échange des intérêts, et l'argent, au final, s'accumule dans moins en moins de mains. Mais il faut que les ménages consomment. Donc, on leur octroie du crédit jusqu'au moment où, comme aux Etats-Unis lors de la crise des subprime, la machine explose.

**Le capitalisme a connu bien des crises... Pourquoi celle-ci serait-elle annonciatrice de la fin ?**

La différence, c'est la financiarisation de l'économie. En 2007 aux Etats-Unis, 47 % des bénéfices

on se met d'accord entre banques d'affaires et autorités pour faire monter les marchés boursiers. On emploie des procédés comme le High Frequency Trading (le fait de passer des milliers d'ordres et de les retirer tout de suite après, en très peu de temps, pour pousser les cours à la hausse, NDLR). On effectue ces manipulations, et un beau jour, cela explose. C'est le mini-krach du 6 mai 2010.

**Le capitalisme n'est-il pas assez flexible pour réinventer de nouveaux marchés ?**

Maintenant que la titrisation n'est plus là, que la Bourse a chuté d'un tiers, que le marché des produits dérivés a rétréci, cet argent qui est là est trop important. Il y a un trop grand déséquilibre. On se trouve dans des impasses qui sont des contradictions. C'est la « rilance » du ministre français des Finances, M<sup>me</sup> Lagarde :

« La hausse des dividendes et des hauts salaires réveillent la panique au sommet : tout l'argent que l'on peut prendre, prenons-le tout de suite.

ces ont été réalisés dans le secteur financier. La finance est devenue à ce point importante qu'elle représente la moitié de l'économie. Or, l'analogie qui me vient avec les événements de ces jours-ci, c'est que le cœur de la finance a fondu. Tout ce qui était au centre du développement de la finance : la titrisation, le développement des produits dérivés, etc. a disparu. Ce cœur s'est effondré, même si, en surface, la coquille est encore là.

**D'accord, cette financiarisation a été à l'origine du développement de la finance ces quinze dernières années. Mais ne sommes-nous pas simplement revenus quinze ans en arrière ?**

Non. Cet effet de prédation n'est plus possible chez nous, mais il se poursuit ailleurs. La richesse qui existe encore essaie de se placer dans des pays comme la Chine ou l'Inde, et étouffe cette partie de l'économie, car il y a trop d'argent, trop rapidement. Cet argent pompe la richesse de ces pays. Et puis il y a la manière dont on encourage les retraites des Américains. On favorise les bulles. Pour soutenir les marchés boursiers (qui, depuis la chute de l'immobilier, constituent les seules réserves des ménages pour leur retraite

oui, il faut faire de la rigueur, et oui, il faut de la relance... Il y a une exacerbation des contradictions. Et ce qui pousse aussi à la destruction, c'est qu'il aurait fallu arrêter un certain type de comportements. Comme Sarkozy l'avait dit juste après la crise, il fallait redistribuer les profits en trois tiers : un pour les salariés, un pour les investisseurs, un pour les actionnaires. Mais on s'est rapidement dit qu'un tel partage n'était plus urgent.

**Le vernis résiste...**

Oui. Mais il y a aujourd'hui débat en France sur les entreprises du CAC 40 qui ont retrouvé leurs résultats d'avant crise mais ne consacrent que 2,3 % de ces résultats à des augmentations de salaire, le reste passant en dividende et en rémunération des cadres supérieurs. Cela ne révèle pas une bonne santé, mais la panique au sommet : tout l'argent que l'on peut prendre prenons-le tout de suite. L'augmentation des dividendes est ainsi un signe de mauvaise santé, d'un manque de confiance.

**La situation est comparable, dites-vous, moins à celle de 1929 qu'à la Révolution française. Mais je ne vois pas beaucoup de gens marcher sur la Bastille...**

Nous approchons en effet d'un autre 1789, mais la révolte peut prendre d'autres formes : Facebook, les réseaux sociaux. Il n'est pas nécessaire qu'un mécontentement de la population se manifeste dans la rue. Regardez la proposition de Cantona, et les débats qu'elle a suscités. Je travaille aujourd'hui sur la guerre civile numérique. Il y a des exemples étonnants, comme dans le cas de WikiLeaks, qui se voit refuser les services de Paypal et Mastercard. Les hackers anonymes font alors des représailles. Une firme offre alors ses services à Bank of America pour attaquer un soutien de WikiLeaks. Les hackers l'apprennent, attaquent la firme et vidant sa base de données. Ce n'est pas nécessaire de prendre la Bastille. Le changement sera aussi culturel. Il s'agit, dites-vous, de délier revenu et travail, ou liberté individuelle et propriété privée.

Nous sommes en effet peut-être à un tournant aussi important que l'a été le passage du paléolithique au néolithique. Il faut un débat de société. Vous savez, je suis anthropologue de formation, et je suis sensible au fait que si nous possédons les choses, les choses aussi nous possèdent. Je raconte dans mon livre l'histoire de cette femme dans une rue d'Amsterdam, qui est animée du même mouvement qu'une particule, passant d'un côté à l'autre de la rue, littéralement captivée par les vitrines.

**Nous sommes mûrs pour ce changement ?**

Non. Mais on peut lancer le débat. On peut dire qu'il y a des transactions financières utiles, mais d'autres qui ne le sont pas, et qu'il faut non pas taxer, mais interdire purement et simplement. Il faut interdire tous les paris sur les fluctuations de prix. Alors on me dit : vous voulez faire une nouvelle nuit du 4 août (le 4 août 1789, l'assemblée française, comprenant des aristocrates, a décidé d'abolir les privilèges, NDLR), mais il n'y a plus de gens comme ces aristocrates décrétant la fin des privilèges. Je dis si : regardez Warren Buffett, quand il dit qu'il est choqué par le fait que sa secrétaire paie en proportion davantage d'impôts que lui, ou quand il déclare : oui il y a une lutte des classes, et c'est nous qui l'avons gagnée. Il joue le rôle de ces aristocrates. Et il n'est pas le seul. Mervin King (le gouverneur de la Banque d'Angleterre, NDLR) ou Lord Adair (le patron de la FSA, le gendarme financier britannique, NDLR) ont des propos du même ordre. ■

Propos recueillis par PIERRE-HENRI THOMAS

(1) Paul Jorion, *Le capitalisme à l'agonie*, Fayard, 356 p, 20 euros.



© D.R.

## REPÈRES

**1946** Naissance à Ixelles.

**1973** Après des études d'anthropologie, il travaille pendant un an et demi au large de Quiberon dans l'industrie de la pêche. Il en sortira un livre (*Les pêcheurs de l'île de Houat*).

**1989** Il travaille au laboratoire de British Telecom, participe au développement d'un logiciel d'intelligence artificielle.

**1997** Travaille aux Etats-Unis dans le secteur financier.

**2004** Il écrit *La Crise du capitalisme américain*, où il annonce la crise des subprime.

**2010** Il publie *Le capitalisme à l'agonie*.